Défis et opportunités scientifiques en Méditerranée

Dr Frédéric Briand, Directeur Général, CIESM

Inventer un nouvel Espace Méditerranéen facilitant les échanges en tous genres et en tous sens entre les pays riverains du Bassin n'est pas seulement une bonne idée : c'est un impératif, à terme, pour les populations de l'Europe, de l'Afrique du Nord, et du Proche Orient. Autant le défi semble aujourd'hui relever de l'utopie pour ce qui concerne la mise en place d'une véritable union économique et politique, autant le chemin est bien tracé pour ce qui concerne l'émergence prochaine d'un espace scientifique commun.

En effet, dans le domaine marin qui nous rassemble ici, toute une gamme d'outils - juridiques et institutionnels notamment – existent pour construire ensemble des partenariats privilégiés dans les domaines scientifique, technologique et environnemental. Forte de sa pratique quotidienne depuis près d'un siècle des échanges nord-sud en recherche, la CIESM est naturellement à vos côtés aujourd'hui, prête à associer à cette aventure l'expérience et les acquis de ses programmes et les analyses collectives de ses vastes réseaux de chercheurs.

Parmi les écueils à surmonter :
- ceux sur lesquels a déjà buté le processus de Barcelone, liés aux divisions historiques et à la défiance manifeste qui perdure entre nombre de pays méditerranéens. La CIESM a une vaste expérience en ce domaine et la réussite dont nous sommes le plus fier c'est de faire travailler ensemble, depuis près d'un siècle, des scientifiques d'horizons divers, souvent issus de pays en conflit. Ces femmes et ces hommes sont aux avant-postes du dialogue et de la paix.

- la volonté d'imposer un leadership de l'Europe sur la recherche en Méditerranée : la Méditerranée n'est pas européenne, pas plus qu'elle n'est africaine. La Méditerranée appartient à tous ses peuples riverains : sa gouvernance ne peut être que collective. De même les responsabilités et les bénéfices de sa recherche doivent être mieux partagés. Il est essentiel pour ce faire que l'Europe travaille d'égal à égal avec les pays du sud de la Méditerranée. Le bilatéral, souvent teinté de clientélisme et de paternalisme à l'ancienne, a fait son temps dans cette région où l'avenir doit s'inscrire dans le multi-latéral.

- la pression de certains lobbies (scientifiques ou non), guidés par leurs seuls intérêts particuliers, et plus présents dans les couloirs du pouvoir que sur le terrain ou dans leur laboratoire. Les priorités de financement de la recherche marine en Méditerranée doivent être définies de façon plus transparente, se basant largement sur les recommandations scientifiques établies avec soin par des collectifs de chercheurs éminents.

- les lourdeurs bureaucratiques encore présentes, surtout sur la rive sud, bloquant les déplacements de personnel qualifié et de matériel, entravant la participation physique des chercheurs de ces pays à des projets internationaux de terrain. Des réformes urgentes sont nécessaires pour balayer ces anachronismes.

Nous devons lever haut la tête, regarder loin à l'horizon, et dessiner des projets inédits d'envergure mondiale car la Méditerranée offre des opportunités extraordinaires pour la recherche marine au niveau global ainsi que la CIESM l'a souligné encore tout récemment lors du processus Européen de Consultation sur le Green Paper on a Maritime Policy. Je pense ici entre autres aux perspectives immenses ouvertes en Méditerranée par l'application génomique aux biotechnologies marines, par l'exploration paléo-géoocéanographique de

l'épisode Messinien, par la modélisation des échanges océan-atmosphère, par l'étude de la formation des eaux profondes, de la biomagnification des contaminants émergents, ou encore à la tropicalisation en cours, à un rythme sans précédent, de la biodiversité marine.

Cette mer est à la fois fort bien et fort mal connue. Des milliers de chercheurs très qualifiés, mais drastiquement sous-financés travaillent pour en déchiffrer les mystères, en cartographier les fonds, ou interpréter les milliers d'images satellitaires de ses eaux de surface. Grâce à eux notre Commission - pour ne citer qu'un exemple - a produit en l'espace de 9 ans pas moins de 33 Livres Blancs collectifs sur les modes de fonctionnement biogéochimique, physique et biologique de la Méditerranée, sur ses composantes trophiques depuis les virus marins jusqu'aux baleines, sur ses vecteurs nouveaux de contamination, sur son évolution géophysique complexe. Il est essentiel d'intégrer ces avancées, où sont définies clairement priorités scientifiques et lacunes majeures restantes dans la définition des futurs programmes.

Par ailleurs de grandes zones d'ombre demeurent : au niveau géographique, de vastes régions sont encore quasiment inexplorées (mer de Libye, eaux profondes). De même certains secteurs de recherche, tels les biotechnologies marines dont les retombées économiques pourraient être majeures sur les deux rives, méritent une impulsion décisive collective. Faute de quoi les bénéfices resteront le monopole de quelques groupes industriels.

Parmi les grandes lignes prioritaires je soulignerai :
- promouvoir une recherche fondamentale, intégrative, trans-disciplinaire, multi-échelles, garantie sur le long terme, et mieux ancrée sur les études de terrain seules à même d'ajuster, d'améliorer, de valider les modèles ;

- développer un 'bartering system' pour la mise en commun intelligente, optimisée des navires océanographiques méditerranéens accessibles aux chercheurs des deux rives ;

- favoriser la constitution de commissions Nationales océanographiques regroupant les acteurs majeurs (universités, agences/ instituts de recherche, industries) concernés par le pôle Méditerranée : un tel système stimulerait l'émergence de stratégies nationales pour la recherche et le développement en Méditerranée. Celles-ci, relayées par les représentants de ces commissions au sein d'organismes européens et internationaux, donneraient une force et un écho nouveaux aux priorités régionales de la recherche marine en Méditerranée face à d'autres lobbies régionaux bien plus aguerris et mieux armés ;

- faciliter le développement de métabases telle celle en construction à la CIESM, qui intégrera une synthèse de millions de données marines sur certains paramètres clés, en y associant le décryptage et l'interprétation intelligente des tendances ; car l'abîme va grandissant entre information et connaissance ;

- promouvoir des partenariats novateurs, ambitieux, entre recherche et industries concernées (exploration pétrolière, transport maritime, pharmacologie), dont les moyens techniques et financiers souvent gigantesques devraient permettre de financer des projets de grande envergure, à l'échelle du Bassin, entre autres sur la modification rapide de la biodiversité, sur un système d'alerte aux tsunamis, sur l'exploration et l'exploitation biotechnologique des fonds marins qui sont parmi les plus complexes, les moins bien connus du monde.

Sur tous ces terrains notre Commission est très active. Nous serons heureux de partager nos expériences - aussi bien échecs que réussites - avec d'autres.